



La France a reconnu l'existence de néonazis en Ukraine

Par [Pierre Duval](#)

Mondialisation.ca, 28 juillet 2021

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et](#)

[Géopolitique](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a reconnu l'existence de groupes néonazis en Ukraine.

C'est ce que rapporte le site *Légifrance* qui a à sa disposition une copie de la réponse du chef de la diplomatie française à la question posée par la sénatrice Nathalie Goulet.

Réponse de Jean-Yves Le Drian. Celui a, donc, [répondu](#): «S'il existe des groupes néonazis en Ukraine, leur popularité et leur influence ne sont pas plus importantes que dans d'autres pays européens. Ils n'ont aucune représentation à la Rada [parlement ukrainien] et aucun poids au sein du gouvernement ukrainien. Au printemps 2019, les Ukrainiens ont porté Volodymyr Zelensky au pouvoir avec plus de 73% des voix, ce qui témoigne de la vigueur du sentiment démocratique dans le pays. Les activités des organisations néonazies en Ukraine ne reflètent donc aucunement une tendance globale du pays. Le conflit dans l'Est de l'Ukraine a effectivement mobilisé certains groupuscules extrémistes violents, mais la plupart ont, depuis, disparu. Les actes antisémites y sont moins fréquents que dans d'autres pays européens. Néanmoins, la France continue d'exercer la plus grande vigilance sur ce sujet. C'est pourquoi notre ambassade à Kiev s'associe aux actions mémorielles importantes. Ainsi, une attention toute particulière sera portée aux commémorations des 80 ans du massacre de Babyn Yar, en septembre prochain».

Officiellement, la France reconnaît ainsi des groupes néonazis en Ukraine, pays qui réclame l'intégration à l'UE et à l'Otan.

La sénatrice avait vu à Kiev le bataillon Azov recruter des jeunes. La question écrite n° 23223 de Nathalie Goulet, qui a été publiée dans le *JO Sénat* le 10 juin 2021, [interrogeait](#) le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation, Jean-Yves Le Drian, en Ukraine. Lisons sa question: «En effet, les partis néonazis développent des activités de plus en plus visibles, y compris au centre de Kiev, avec des stands de tir, des pratiques de montage et de démontage de kalachnikovs, et des bureaux d'embrigadement de jeunes dans des milices qui se revendiquent clairement de l'idéologie nazie. Des papiers d'identité de soldats nazis morts pendant la guerre, dont des membres des sonderkommandos, sont en vente libre sur la descente Saint-André. Ces activités sont conjointes à l'entraînement de miliciens de suprématie blanche qui fomentent des attentats dans toute l'Europe, au nom du tristement célèbre régiment Azov. Ces activités sont extrêmement préoccupantes et elle souhaite savoir quelle est la position du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères sur ce sujet et quelles mesures il compte prendre pour éviter la contagion de cette idéologie

mortifère».

Jean-Yves Le Drian a beau déclaré que «le conflit dans l'Est de l'Ukraine a effectivement mobilisé certains groupuscules extrémistes violents, mais [que] la plupart ont, depuis, disparu», *Observateur Continental* [a réalisé](#) un entretien avec Erwan Castel, ancien officier (capitaine) français et de l'Otan, sur son engagement dans l'armée de la République populaire autoproclamée de Donetsk (RPD). Ce combattant, qui est un témoin de la situation dans le Donbass, a expliqué qu' «on attend des procès de la communauté internationale sur ces crimes [de bataillons ukrainiens], comme pour le massacre d'Odessa, le bombardement de Lougansk». Il a souligné qu' «il y a eu le procès du bataillon Tornado en 2015 ou 2016 qui avait violé des femmes et brûlé leur corps dans la région de Lougansk», et que «Kiev a mis en taule une vingtaine de responsables du bataillon et [qu'] ils ont dissous le bataillon spécial Tornado mais [que] Volodymyr Zelensky les a remis cette année [2021] dans la nature» et que «la plupart sont revenus sur le front du Donbass et ont intégré les bataillons Aïdar, Donbass ou Azov». Donc, ces unités ont été dissoute pour servir ailleurs sur le front avec les mêmes hommes qui ont commis des crimes de guerre, notamment dans Azov décrit par la sénatrice.

Nous avons ici deux témoignages de terrain qui confirme la présence des groupes néonazis en Ukraine et la déclaration officielle de la France qui l'indique également. La France agit avec mauvaise foi en minimisant le phénomène dans ce pays car en France, ou en Allemagne, par exemple, on ne voit pas en plein jour et dans ou près de la capitale des organisations nazies recruter des jeunes ou les former au maniement des armes. Donc, la situation, comme l'explique la sénatrice, Nathalie Goulet, est extrêmement préoccupante.

L'Otan et l'Onu, tout comme l'UE, qui ont basé leur construction sur les valeurs démocratiques, n'ont pas encore statué sur cette renaissance du nazisme dans un pays qui souhaite intégrer l'UE et l'Otan. Au-delà, la France continue d'aider et de soutenir l'Ukraine. C'est ce que, aussi, Erwan Castel [a dénoncé](#) dans son entretien.

Pierre Duval

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)

Copyright © [Pierre Duval](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : **[Pierre Duval](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca